



ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Α Θ Η Ν Α
12 ΙΑΝΟΥΑΡΙΟΥ 1983

ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟ

ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ
8

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 1323

Κύρωση της Σύμβασης Δικαστικής Άρωγής σε άστικές και ποινικές υποθέσεις μεταξύ της Ελληνικής Δημοκρατίας και της Σοσιαλιστικής Δημοκρατίας της Τσεχοσλοβακίας που υπογράφηκε στην Αθήνα στις 22 Οκτώβρη 1980.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Κυρούμεν και εκδίδομεν τὸν κατωτέρω ὑπὸ τῆς Βουλῆς ψηφισθέντα νόμον:

Ἄρθρο πρώτο.

Κυρώνεται και ἔχει τὴν ἰσχὺ πού προβλέπει τὸ ἄρθρο 28 § 1 τοῦ Συντάγματος ἡ Σύμβαση Δικαστικῆς ἀρωγῆς σε ἀστικές και ποινικές υποθέσεις μεταξύ τῆς Ελληνικῆς Δημοκρατίας και τῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Τσεχοσλοβακίας πού υπογράφηκε στήν Ἀθήνα στίς 22 Ὀκτώβρη 1980, τῆς ὁποίας τὸ κείμενο σε πρωτότυπο στή Γαλλική γλώσσα και σε μετάφραση στήν Ἑλληνική ἔχει ὡς ἀκο-
λουθως:

Convention
entre
la République Hellénique
et

la République Socialiste Tchécoslovaque
relative à l'entraide judiciaire en matière civile et pénale
Le Président de la République Hellénique et

Le Président de la République Socialiste Tchécoslovaque, désireux de promouvoir les rapports d'amitié et la coopération entre les deux Etats et soucieux de régler, de commun accord, l'entraide judiciaire en matière de droit civil et pénal, ont résolu de conclure la présente Convention, et à cet effet, ont désigné comme leurs plénipotentiaires :

le Président de la République Hellénique :
Son Excellence M. Constantin MITSOTAKIS, Ministre des Affaires Etrangères,
le Président de la République Socialiste Tchécoslovaque :

Son Excellence M. Andrej BARCAK, Ministre du Commerce Extérieur,
lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus de ce, qui suit :

PARTIE PREMIERE
Dispositions générales

Titre 1

Protection juridique et entraide judiciaire en matière civile et pénale

Article 1er

Protection juridique

1. Les citoyens de l'une des Parties Contractantes bénéficient, quant à leur personne et leur propriété, sur le territoire de l'autre Partie Contractante, de la même protection juridique que ses propres citoyens.

2. Les citoyens de l'une des Parties Contractantes peuvent accéder aux autorités de l'autre Partie Contractante chargées des affaires civiles et pénales. Ils peuvent comparaître devant ces autorités pour défendre leurs droits, introduire des réquêtes, intenter des actions et former des voies de recours sous les mêmes conditions que les citoyens de cette Partie Contractante.

3. Les dispositions de la présente Convention relatives aux citoyens des Parties Contractantes s'appliquent mutatis mutandis aux personnes morales qui sont créées conformément à la législation de l'une des Parties Contractantes et ont leur siège sur le territoire de cette Partie Contractante.

Article 2

Entraide judiciaire

1. Les autorités judiciaires des deux Parties Contractantes se prêtent mutuellement l'entraide judiciaire dans les matières qui sont visées par la présente Convention.

2. Pour l'application de la présente Convention l'expression « en matière civile » comprend également les matières du droit commercial, du droit familial et du droit du travail.

3. Pour l'application de la présente Convention, l'expression « l'autorité judiciaire » désigne toute autorité compétente pour statuer dans les affaires prévues par la présente Convention conformément à la législation de son Etat.

Article 3

Etendue de l'entraide judiciaire

Les Parties Contractantes se prêtent mutuellement

l'entraide judiciaire en exécutant des actes judiciaires, notamment en dressant, transmettant et signifiant des actes, en procédant à l'audition des témoins, des parties au procès ou des prévenus, en effectuant des expertises.

Article 4

Mode de communication

1. Pour l'application de la présente Convention, les autorités judiciaires communiquer entre elles par l'entremise des autorités centrales compétentes, à moins que la présente Convention n'en dispose autrement.

2. Pour l'application de la présente Convention, sont considérées comme autorités centrales :

a) du côté de la République Socialiste Tchécoslovaque :

— Parquet Général de la République Socialiste Tchécoslovaque

— Ministère de la Justice de la République Socialiste Tchéque

— Ministère de la Justice de la République Socialiste Slovaque

b) du côté de la République Hellénique :

Ministère de la Justice de la République Hellénique.

3. Dans l'application de la présente Convention, les autorités centrales des Parties Contractantes utilisent dans les communications entre elles leurs langues officielles, avec traduction en langue française ou anglaise.

Article 5

Commission rogatoire

1. La commission rogatoire doit comprendre :

a) l'identité de l'autorité requérante,

b) l'identité de l'autorité requise,

c) l'affaire dans laquelle la commission rogatoire est requise,

d) le prénom et nom des parties, des prévenus, des inculpés ou des condamnés et le cas échéant de leurs représentants et des témoins, le lieu de leur résidence permanente ou provisoire, leur nationalité et profession; s'il s'agit des affaires pénales, dans la mesure du possible, le lieu et la date de leur naissance et les prénoms et noms des parents; pour les personnes morales leur nom et leur siège,

e) l'objet de la commission rogatoire et les indications nécessaires pour son exécution,

f) s'il s'agit des affaires pénales, la commission rogatoire doit également comprendre la description et la spécification de l'infraction pénale.

2. La commission rogatoire et les actes y jointes doivent être rédigés dans la langue de la Partie Contractante requise ou elle doit être accompagnée d'une traduction faite dans cette langue ou en langue française ou anglaise. Chaque traduction relative à la commission rogatoire doit être certifiée conforme soit par un traducteur y habilité soit par la Mission diplomatique ou par le Poste consulaire de l'une des Parties Contractantes.

3. La commission rogatoire sera revêtue de la signature autographe et du cachet officiel.

Article 6

Exécution de la commission rogatoire

1. Pour l'exécution de la commission rogatoire, l'autorité requise appliquera la législation de son Etat. Sur demande de l'autorité requérante, elle peut toutefois appliquer le mode d'exécution mentionné dans la

commission rogatoire, si cela n'est pas contraire aux dispositions de la législation de son Etat.

2. Dans le cas où l'autorité à laquelle la commission rogatoire a été transmise n'est pas compétente, elle la fera parvenir sans délai à celle qui est dotée de la compétence voulue et en informera l'autorité requérante.

3. Lorsque l'adresse mentionnée dans la commission rogatoire n'est pas exacte ou si la personne mise en cause par la commission rogatoire n'habite pas à l'adresse indiquée, l'autorité requise prendra des mesures pour établir son adresse correcte.

4. Sur demande de l'autorité requérante, l'autorité requise lui fera connaître et temps voulu et directement le lieu et la date de l'exécution de la commission rogatoire.

5. Après l'exécution de la commission rogatoire, l'autorité requise retournera sur demande à l'autorité requérante les actes. Dans le cas où il n'est pas possible de donner suite à la commission rogatoire, l'autorité requise renverra à l'autorité requérante les actes en l'informant des motifs qui ont empêché l'exécution de cette commission rogatoire.

Article 7

Remise des actes

L'autorité requise assure la signification des actes conformément à la législation de son Etat, si l'acte signifié est rédigé dans la langue de la Partie Contractante requise ou s'il est accompagné d'une traduction certifiée conforme faite dans cette langue. Si ce n'est pas le cas, l'autorité requise ne transmettra l'acte au destinataire qu'à condition que celui-ci accepte de le recevoir.

Article 8

Pièce prouvant la signification

La preuve de la signification se fait au moyen d'un récépissé signé par la personne qui a reçu l'acte et muni d'un cachet officiel, de la date et de la signature de l'autorité requise ou d'une attestation émanant de cette dernière autorité constatant le mode, le lieu et la date de la signification. Si l'acte à signifier est transmis en double exemplaire, sa réception et la signification peuvent être faites sur le double de l'expédition.

Article 9

Remise des actes par les Missions diplomatiques ou les Postes consulaires

Les Parties Contractantes peuvent également signifier les actes à leurs propres nationaux par les soins de leurs Missions diplomatiques ou de leurs Postes consulaires. Dans ce cas, il n'est pas possible de faire usage des mesures coercitives.

Article 10

Protection des témoins et des experts

1. Un citoyen séjournant sur le territoire de l'une des Parties Contractantes et dont l'audition doit être faite devant l'autorité de l'autre Partie Contractante en qualité de témoin ou d'expert, n'est pas obligé de comparaître à la suite de la convocation faite par cette autorité; la citation à comparaître ne doit donc pas contenir une clause comminatoire en cas de non comparution.

2. Un témoin ou un expert, quelle que soit sa nationalité, qui a comparu à la suite d'une citation de l'autorité de l'autre Partie Contractante ne doit pas être soumis à une poursuite judiciaire, ni arrêté ou soumis

à l'exécution d'une peine infligée précédemment par un tribunal pour une infraction commise avant d'avoir franchi la frontière de la Partie Contractante requérante. De même, un témoin ou un expert ne peut être poursuivi en rapport avec son témoignage ou son expertise.

3. Un témoin ou un expert perd sa protection prévue à l'alinéa 2 du présent article s'il n'a pas quitté le territoire de la Partie Contractante requérante dans les 7 jours après que l'autorité qui l'a fait comparaître lui ait signifié que sa présence n'est plus nécessaire. N'est pas inclu dans ledit délai la période durant laquelle le témoin ou l'expert n'a pu quitter le territoire de cette Partie Contractante pour des motifs indépendants de sa volonté.

4. Le citoyen cité à comparaître a droit au remboursement des frais de voyage et de séjour, ainsi qu'à une indemnité et l'expert, a droit en plus, aux honoraires d'expertise. Il sera fait mention dans la convocation des indemnités que les personnes citées à comparaître peuvent faire valoir. Sur la demande de ces personnes, une avance sur les frais encourus leur sera versée.

Article 11

Frais de l'entraide judiciaire

1. Les Parties Contractantes ne demanderont pas le remboursement des frais découlant de l'exécution des procédures de l'entraide judiciaire, sauf en ce qui concerne les honoraires d'expertise et autres dépenses occasionnées en rapport avec l'exécution des preuves d'expertise.

2. L'exécution d'une preuve d'expert peut être subordonnée au dépôt d'une avance.

3. L'autorité requise communique à l'autorité requérante à sa demande le montant des frais occasionnés par l'exécution de la commission rogatoire.

Article 12

Refus de l'entraide judiciaire

L'octroi de l'entraide judiciaire peut être refusé, si la Partie Contractante requise estime que l'exécution de la commission rogatoire serait contraire à sa législation ou porterait atteinte à sa souveraineté ou à sa sécurité ou à l'ordre public de cette Partie Contractante.

Article 13

Informations en matière de législation

Les autorités judiciaires centrales des Parties Contractantes se communiqueront réciproquement et sur demande des informations sur les lois et règlements actuellement ou antérieurement en vigueur sur leur territoire, ainsi que les textes de ces lois et règlements

Article 14

Validité des actes

1. Les actes dressés ou certifiés sous forme prescrite et revêtus du sceau officiel de l'autorité d'Etat compétente ou de la personne habilitée /d'un traducteur, d'un expert/ de l'une des Parties Contractantes sont dispensés de légalisation sur le territoire de l'autre Partie Contractante. Les mêmes dispositions sont aussi applicables aux signatures apposées aux actes, ainsi qu'aux signatures qui ont été légalisées en conformité avec les dispositions de l'une des Parties Contractantes.

2. Les actes qui sont considérés sur le territoire de l'une des Parties Contractantes comme documents publics acquièrent la force probante des actes publics sur le territoire de l'autre Partie Contractante.

Article 15

Communications des adresses

Les autorités centrales des Parties Contractantes se prêteront sur demande l'entraide en vue de rechercher dans la mesure du possible les adresses des personnes se trouvant sur leur territoire, si cela s'avère nécessaire pour faire valoir les droits de leurs nationaux.

Article 16

Transmission d'actes d'état - civil

1. Les Parties Contractantes s'adresseront réciproquement les extraits des registres d'état-civil des naissances, des mariages et des décès se rapportant aux citoyens de l'autre Partie Contractante, ainsi que les rectifications et les inscriptions ultérieures des actes d'état-civil sus-mentionnés.

2. Les extraits de ces actes sont envoyés d'office et sont transmis sans frais par voie diplomatique.

Titre 2

Frais de procédure

Article 17

Dispense de la caution judicatum solvi

Il ne pourra être imposé aux citoyens de l'une des Parties Contractantes comparissant devant les autorités de l'autre Partie Contractante s'ils ont leur résidence sur le territoire de l'une des deux Parties Contractantes aucune caution judicatum solvi concernant les frais de procédure à raison, soit de leur qualité d'étrangers soit du défaut de résidence sur le territoire de l'autre Partie Contractante.

Dispense des taxes et des avances

Article 18

Les citoyens de l'une des Parties Contractantes bénéficieront sur le territoire de l'autre Partie de l'exemption des taxes et frais de justice et jouiront d'autres facilités, ainsi que du droit à l'assistance judiciaire gratuite dans les mêmes conditions et dans la même étendue que les nationaux de cette dernière Partie.

Article 19

1. Les certificats relatifs à la situation personnelle, familiale et matérielle du requérant désireux de bénéficier des facilités prévues à l'article 18 seront délivrés par les autorités compétentes de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle il est domicilié.

2. Si le requérant désireux de bénéficier des dites facilités n'a pas de domicile ou de résidence sur le territoire de l'une ou de l'autre des Parties Contractantes, le document peut être délivré par la Mission diplomatique ou le Poste consulaire de l'Etat dont le requérant est le citoyen.

3. L'autorité judiciaire qui statue sur la demande d'exemption en vertu de l'article 18 peut demander des renseignements complémentaires à l'organe ayant délivré le document.

Article 20

Si l'autorité compétente a attribué la dispense prévue à l'article 18 de la présente Convention au citoyen de l'autre Partie Contractante, cette dispense s'étendra à toute la procédure, y compris la procédure concernant l'exécution de la décision.

Article 21

1. Si un citoyen de l'une des Parties Contractantes

forme une demande de dispense, prévue à l'article 18 de la présente Convention, devant l'autorité compétente de l'autre Partie Contractante, il peut l'introduire auprès de l'autorité compétente du lieu de son domicile ou de sa résidence. Cette dernière autorité adressera la demande, de même que le certificat prévu à l'article 19 de la présente Convention, à l'autorité compétente de l'autre Partie Contractante.

2. La demande de dispense peut être déposée parallèlement à la requête introductive de l'instance.

PARTIE II

Reconnaissance et exécution des décisions des autorités judiciaires

Article 22

1. Les décisions des autorités judiciaires en matière civile de l'une des Parties Contractantes portant sur les affaires non patrimoniales, à condition qu'elles ne soient contraires à la présente Convention, seront reconnues sur le territoire de l'autre Partie Contractante. Cette disposition est applicable également aux décisions rendues avant l'entrée en vigueur de la présente Convention.

2. Les décisions des autorités judiciaires en matière civile portant sur les relations patrimoniales, rendues sur le territoire de l'une des Parties Contractantes, sont susceptibles d'être reconnues et exécutées sur le territoire de l'autre Partie, lorsqu'elles ont été rendues après l'entrée en vigueur de la présente Convention. Il en est de même des jugements faisant droit à l'action civile en matière pénale.

Article 23

1. Les décisions visées à l'article 22 de la présente Convention seront reconnues et exécutées si elles réunissent les conditions suivantes :

a) la décision est passée en force de chose jugée et déclarée exécutoire en vertu de la législation de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle la décision a été rendue;

b) La reconnaissance et l'exécution n'est pas empêchée par la compétence exclusive des autorités de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle la reconnaissance et l'exécution est demandée;

c) la partie défaillante qui n'a pas pris part à la procédure a été citée à temps et en bonne et due forme, selon la législation de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle la décision a été rendue et a été dûment représentée en cas d'incapacité de sa part;

d) la décision ne s'oppose pas à une décision passée en force de chose jugée qui a été rendue précédemment entre les mêmes parties, sur le même objet et sur le même fond par une juridiction de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle cette décision doit être reconnue et exécutée;

e) un litige entre les mêmes parties et ayant le même objet n'est pas pendant devant une autorité de la Partie Contractante requise, première saisie;

f) la Partie Contractante, sur le territoire de laquelle la reconnaissance et l'exécution est demandée, estime que la reconnaissance ou l'exécution ne porterait atteinte à sa souveraineté ou à sa sécurité ou à l'ordre public de cette Partie Contractante.

2. Les décisions exécutoires par provision et les mesures provisionnelles sont, quoique susceptibles de recours ordinaire, reconnues ou déclarées exécutoires

dans l'Etat requis, si pareilles décisions peuvent y être rendues et exécutées.

Article 24

Pour reconnaître et ordonner l'exécution de la décision est compétente l'autorité judiciaire de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle la décision doit être reconnue ou exécutée.

Article 25

1. La proposition de reconnaître ou d'ordonner l'exécution d'une décision peut être déposée directement auprès d'une autorité judiciaire compétente de la Partie sur le territoire de laquelle la décision est à reconnaître ou à exécuter ou auprès de l'autorité judiciaire qui a statué de l'affaire en première instance; dans ce cas la proposition est transmise à l'autorité de l'autre Partie Contractante conformément aux dispositions prévues à l'article 4 de la présente Convention.

2. La proposition doit être accompagnée :

a) de la décision de l'autorité judiciaire ou d'une copie certifiée conforme de cette décision à laquelle est joint un certificat prouvant la force acquise de chose jugée et la force exécutoire, à moins que cela ne résulte du contenu de la décision;

b) d'un certificat attestant que la partie défaillante qui n'a pas pris part à la procédure a reçu conformément à la législation de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle la décision a été rendue la citation régulièrement et en temps voulu et a été dûment représentée en cas d'incapacité de sa part, à moins que cela ne résulte du contenu de la décision;

c) d'une traduction certifiée conforme de la proposition et des pièces visées sous lettres a) et b) du présent alinéa faite dans la langue de la Partie Contractante requise ou en langue française ou anglaise.

Article 26

1. L'autorité judiciaire qui décide de la proposition de reconnaissance et d'exécution de la décision vérifie si les conditions visées à l'article 23 de la présente Convention sont remplies.

2. L'autorité judiciaire de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle la décision doit être reconnue ou exécutée, procède conformément à la législation de son Etat.

Article 27

1. Si la partie dispensée conformément à l'article 17 de la présente Convention de la caution judicatum solvi est condamnée par une décision passée en force de chose jugée d'une autorité judiciaire de l'une des Parties Contractantes au remboursement des frais de procédure, la décision est exécutée, à la proposition du bénéficiaire, gratuitement sur le territoire de l'autre Partie Contractante.

2. La proposition ainsi que ses annexes seront établies en conformité avec l'article 25 de la présente Convention.

3. L'autorité judiciaire statuant sur l'exécution conformément à l'alinéa 1er du présent article se bornera à constater si la décision sur les frais est passée en force de chose jugée et est devenue exécutoire.

Article 28

L'autorité de la Partie Contractante, sur le territoire de laquelle les frais de procédure ont été avancés par l'Etat demandera à l'autorité judiciaire compétente de l'autre Partie Contractante de recouvrer les frais et taxes. L'autorité judiciaire mettra la som-

me perçue à la disposition de la Mission diplomatique ou du Poste consulaire de la Partie Contractante dont l'autorité a demandé le recouvrement.

PARTIE III

Affaires pénales

Titre 1

Poursuite pénale

Article 29

1. Chaque Partie Contractante s'engage à couvrir en conformité avec sa législation et sur demande de l'autre Partie Contractante la poursuite pénale contre son citoyen qui a commis une infraction possible d'une peine sur le territoire de l'autre Partie Contractante.

2. La demande de poursuite sera accompagnée des documents relatifs à l'affaire, de toute pièce à conviction existante, des indications concernant le dommage causé, ainsi que du texte des dispositions pénales applicables à l'acte selon la loi en vigueur du lieu de sa perpétration.

3. La Partie Contractante qui a ouvert la procédure pénale informera le plus tôt possible l'autre Partie Contractante du résultat de la procédure pénale. Si un jugement passé en force de chose jugée est rendu, elle lui en fera parvenir sur demande une copie.

4. Les droits des personnes lésées à la réparation de dommage mis en valeur avant le transfert de la poursuite pénale à l'autorité judiciaire de la Partie Contractante requérante feront l'objet d'une procédure sur le territoire de la Partie Contractante requise.

Titre 2

Extradition

Article 30

Obligation d'extradition

1. Les Parties Contractantes s'engagent à se livrer réciproquement sur demande, dans les conditions prévues par la présente Convention, les personnes qui se trouvent sur leurs territoires en vue d'une poursuite pénale ou de l'exécution d'une peine.

2. L'extradition en vue d'une poursuite pénale n'est admissible que pour les infractions qui, aux termes des législations des deux Parties Contractantes, sont passibles d'une peine privative de liberté supérieure à un an.

3. L'extradition pour l'exécution d'une peine n'est admissible que pour les infractions aux termes des législations des deux Parties Contractantes, lorsque la personne concernée a été condamnée à une peine privative de liberté d'au moins six mois ou d'une peine plus grave.

4. Sous réserve des dispositions de l'article 31, lettres a), c) et d) l'extradition ne peut être refusée pour les personnes qui ont commis des actes illégaux contre la sécurité de l'aviation civile aux termes des dispositions de la Convention pour la répression de la capture illicite d'aéronefs, signée le 16.12.1970 à la Haye et de la Convention pour la répression d'actes illicites contre l'aviation civile, signée le 23.9.1971 à Montréal, ainsi que pour les personnes qui ont commis des actes illégaux tombant sous le coup d'autres Conventions internationales contre le terrorisme auxquelles la République Hellenique et la République Socialiste Tchécoslovaque sont ou seront Parties Contractantes.

5. Si la demande d'extradition vise plusieurs infractions distinctes punies chacune par la loi des deux

Parties Contractantes d'une peine privative de liberté mais dont certaines ne remplissent pas la condition prévue aux paragraphes 2 et 3, la Partie requise aura la faculté d'accorder également l'extradition pour ces dernières.

Article 31

Refus d'extradition

L'extradition n'est pas admise, si :

- a) la personne dont l'extradition est requise est à la date de la transmission de la demande d'extradition citoyen de la Partie Contractante requise;
- b) l'acte a été commis sur le territoire de la Partie Contractante requise;
- c) selon la législation de la Partie Contractante requise la poursuite pénale ou l'exécution d'une peine ne peuvent avoir lieu pour cause de prescription ou d'autres motifs légaux ayant le même effet;
- d) l'extradition n'est pas admise d'après la législation de la Partie Contractante requise;
- e) la personne dont on demande l'extradition a fait l'objet sur le territoire de la Partie Contractante requise d'un jugement passé en force de chose jugée concernant la même infraction ou non-lieu;
- f) conformément à la législation de l'une des Parties Contractantes la poursuite pénale ne peut être déclenchée que par la plainte de la personne lésée.

Article 32

Demande d'extradition

1. La demande d'extradition doit comporter le prénom et le nom de la personne dont l'extradition est requise, la date et le lieu de sa naissance, sa nationalité, son domicile, la description de l'acte commis et du dommage éventuellement causé.
2. La demande d'extradition en vue d'entamer une procédure pénale est accompagnée d'une copie du mandat d'arrêt certifiée conforme ou d'un autre document ayant la même force, de la description de l'acte commis, ainsi que du texte de la disposition légale s'appliquant à l'acte commis par la personne à extraditer. S'il s'agit d'une infraction contre les biens, il faut indiquer le montant du dommage éventuellement causé.
3. La demande d'extradition en vue d'exécuter une peine est accompagnée d'une expédition certifiée conforme du jugement passé en force de chose jugée, ainsi que du texte intégral de la disposition légale qui donne la qualification de l'acte commis. Si le condamné a déjà purgé une partie de sa peine, il y a lieu de l'indiquer.
4. La Partie Contractante requérante n'est pas tenue à joindre à la demande d'extradition les preuves sur la culpabilité de la personne à extraditer.

Article 33

Arrestation aux fins d'extradition

Dans le cas où la demande d'extradition est suffisamment motivée conformément à la présente Convention, la Partie Contractante requise prendra sans retard les mesures nécessaires pour arrestation de la personne réclamée en conformité avec sa législation.

Article 34

Supplément d'information en matière d'extradition

1. Si la demande d'extradition ne comporte pas toutes les précisions nécessaires, la Partie Contractante requise peut demander des informations supplémentaires et fixer un délai ne dépassant pas deux mois pour leur signification. Ce délai peut être prolongé pour des motifs justifiés.

2. Si la Partie Contractante requérante ne fait pas parvenir le supplément d'information requis dans le délai fixé, la Partie Contractante requise peut relâcher la personne arrêtée.

Article 35

Arrestation provisoire

1. L'arrestation peut être effectuée même avant la réception de la demande d'extradition, si la Partie Contractante requérante le demande expressément en invoquant le mandat d'arrêt ou un autre acte ayant la même force ou un jugement sur la base duquel elle aura demandé l'extradition. Cette demande d'arrestation provisoire peut être transmise par poste, par télégramme ou par tout autre moyen transmettant le contenu de la demande par écrit.
2. Dans des cas d'urgence et lorsque l'acte commis est particulièrement grave les autorités compétentes des Parties Contractantes peuvent arrêter provisoirement la personne qui se trouve sur leur territoire même sans la demande prévue à l'alinéa 1er, si elles savent que cette personne a commis sur le territoire de l'autre Partie Contractante une infraction donnant lieu à extradition.
3. L'arrestation effectuée selon les dispositions des alinéas précédents doit être portée sans délai à la connaissance de l'autre Partie Contractante.

Article 36

Mise en liberté d'une personne arrêtée à titre provisoire

1. Une personne arrêtée en vertu de l'article 35, alinéa 1er de la présente Convention peut être remise en liberté si la demande d'extradition n'est pas signifiée dans un délai d'un mois à partir du jour de la signification de l'arrestation provisoire à la Partie Contractante requérante.
2. Une personne arrêtée en vertu de l'article 35, alinéa 2 de la présente Convention doit être remise en liberté si la demande d'extradition ou de l'arrestation provisoire selon l'article 35, alinéa 1er n'est pas signifiée dans un délai de 20 jours à partir du jour de la signification de l'arrestation à la Partie Contractante requérante.

Article 37

Ajournement de l'extradition

Si la personne dont l'extradition est requise est soumise à une procédure pénale ou si elle doit purger une peine pour une autre infraction commise sur le territoire de la Partie Contractante requise, l'extradition peut être différée jusqu'à la fin de la procédure pénale ou jusqu'à l'exécution de la peine ou la renonciation ou la dispense de cette dernière.

Article 38

Extradition temporaire

1. Si l'ajournement de l'extradition conformément à l'article 37 de la présente Convention est de nature à entraîner la prescription ou à entraver gravement l'instruction de la procédure pénale, il peut être donné suite à la demande d'extradition temporaire faite par la Partie Contractante requérante.
2. La personne temporairement extradée sera reconduite immédiatement après la fin des actes de procédure pour lesquels elle a été extradée, au plus tard trois mois à compter du jour de l'extradition temporaire.

Article 39

Demandes d'extradition présentées concurremment
Si plusieurs Etats demandent l'extradition d'une

même personne, la Partie Contractante requise décide à quelle demande il sera donné suite. Elle tiendra notamment compte à cet effet de la nationalité de la personne dont l'extradition est réclamée, de la nature de l'acte commis et du lieu de sa perpétration, ainsi que des dates respectives de la réception des demandes.

Article 40

Limites de la poursuite pénale contre une personne extradée

1. Sans l'accord de la Partie Contractante requise, la personne extradée ne peut être poursuivie pénalement, ni être l'objet d'une condamnation pour une infraction commise avant l'extradition autre que celle pour laquelle l'extradition a été accordée.

2. Sans l'accord de la Partie Contractante requise la personne extradée ne peut être livrée à un Etat tiers.

3. L'accord de la Partie Contractante requise n'est pas nécessaire si :

a) une personne extradée n'a pas quitté le territoire de la Partie Contractante requérante dans un mois après la clôture de la procédure pénale ou de l'exécution de la peine; ce délai ne comprend pas le temps pendant lequel la personne extradée était dans l'impossibilité de quitter le territoire de la Partie Contractante requérante pour des raisons indépendantes de sa volonté;

b) la personne extradée a quitté le territoire de la Partie Contractante requérante mais y est volontairement retournée.

Article 41

Remise de la personne extradée

La Partie Contractante requise informe la Partie Contractante requérante du lieu et de la date de l'extradition de la personne dont il s'agit. Si la Partie Contractante requérante ne se charge pas de la personne extradée dans un délai de 10 jours à partir du jour fixé pour l'extradition, cette personne peut être mise en liberté. Sur demande de l'une des Parties Contractantes, ce délai peut être prolongé de 10 jours encore.

Article 42

Ré-extradition

Si la personne extradée se soustrait à la procédure pénale ou à l'exécution de la peine et retourne sur le territoire de la Partie Contractante requise, elle sera ré-extradée à la suite d'une nouvelle demande de la Partie Contractante requérante sans transmission des pièces visées à l'article 32 de la présente Convention.

Article 43

Information sur le résultat de la procédure pénale

La Partie Contractante requérante communiquera à la Partie Contractante requise le résultat de la procédure pénale engagée contre la personne extradée. Si la personne est condamnée, une copie du jugement, dès que celui-ci passe en force de chose jugée, est transmise sur demande.

Article 44

Transit

1. Chaque des Parties Contractantes autorise sur demande de l'autre Partie Contractante le transit à travers son territoire de la personne qui a été extradée par un Etat tiers à la Partie Contractante demandant le transit. La demande de transit peut être refusée pour les raisons énoncées aux dispositions de l'article 31 de la présente Convention.

2. Une demande en matière de transit doit être déposée et traitée selon les mêmes modalités qu'une demande d'extradition.

3. Les autorités de la Partie Contractante requise exécuteront le transit sur leur territoire selon le mode qui leur apparaît le plus approprié.

Article 45

Frais d'extradition et de transit

Les frais d'extradition sont pris en charge par la Partie Contractante sur le territoire de laquelle ils ont été occasionnés. Les dépenses de transit sont assumées par la Partie Contractante requérante.

Article 46

Remise d'objets

1. Les objets qui ont servi pour la perpétration de l'infraction donnant lieu à extradition aux termes de la présente Convention, ainsi que les objets que le délinquant a acquis par l'infraction ou en cas de disposition de ces objets, leur contre valeur ou les objets susceptibles d'être utilisés comme pièces à conviction seront remis à la Partie Contractante requérante même dans le cas où l'extradition ne peut avoir lieu.

2. La Partie Contractante requise peut ajourner temporairement la remise des objets requis, lorsqu'elle en a besoin dans le cadre d'une autre procédure pénale.

3. Les droits des tiers sur les objets remis restent intacts. Après la fin de la procédure pénale, la Partie Contractante requérante remettra ces objets à la Partie Contractante requise pour les restituer aux ayants-droit. Dans le cas motivés et avec l'assentiment de la Partie Contractante requise, ces objets peuvent être restitués directement aux ayants-droit.

Titre 3

Dispositions spéciales concernant l'entraide judiciaire en matière pénale

Article 47

Communication des condamnations

1. Les Parties Contractantes s'informeront mutuellement des jugements passés en force de chose jugée prononcés dans les procédures pénales par les juridictions de l'une des Parties Contractantes contre les citoyens de l'autre Partie Contractante.

2. Sur demande motivée, les Parties Contractantes s'informeront réciproquement des condamnations prononcées contre des personnes qui ne sont pas citoyens de la Partie Contractante requérante.

3. Sur demande, les Parties Contractantes se communiquent les empreintes digitales des personnes visées aux alinéas 1^{er} et 2 du présent article.

Article 48

Extraits de casiers judiciaires

Les autorités chargées des registres pénaux des Parties Contractantes enverront conformément à leur législation aux autorités judiciaires de l'autre Partie Contractante sur demande les extraits de casiers judiciaires.

PARTIE IV

Dispositions finales

Article 49

1. La présente Convention sera ratifiée. L'échange des instruments de ratification aura lieu à Prague.

2. La présente Convention entrera en vigueur le trentième jour après la date de l'échange des instruments de ratification.

Article 50

La présente Convention est conclue pour une durée illimitée. Chacune des deux Parties Contractantes peut la dénoncer au moyen d'une notification par la voie diplomatique. La dénonciation prendra effet six mois après la date de la réception de sa notification par l'autre Partie Contractante.

Article 51

Dès l'entrée en vigueur de la présente Convention sont abrogées :

a) Convention entre la République Hellénique et la République Tchécoslovaque relative à la protection et à l'assistance judiciaire réciproque en matière de droit civil et commercial ainsi que dans les affaires de successions du 7 avril 1927;

b) Convention entre la République Hellénique et la République Tchécoslovaque relative à la reconnaissance et à l'exécution de décisions judiciaires du 7 avril 1927;

c) Convention d'extradition et d'assistance judiciaire en matière pénale conclue entre la République Hellénique et la République Tchécoslovaque du 7 avril 1927.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires des deux Parties Contractantes ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Athènes le 22 Octobre 1980 en deux exemplaires originaux, en langue française.

Pour la République
Hellénique
Constantin MITSOTAKIS

Pour la République
Socialiste Tchécoslovaque
Andrej BARČAK

ΣΥΜΒΑΣΗ

Δικαστικής άρωγής σέ άστικές και ποινικές ύποθέσεις μεταξύ τής Έλληνικής Δημοκρατίας και τής Σοσιαλιστικής Δημοκρατίας τής Τσεχοσλοβακίας.

Ο Πρόεδρος τής Έλληνικής Δημοκρατίας και ο Πρόεδρος τής Σοσιαλιστικής Δημοκρατίας τής Τσεχοσλοβακίας, επιθυμώντας νά προωθήσουν τις φιλικές σχέσεις και τη συνεργασία μεταξύ των δύο Κρατών και μεριμνώντας για τη ρύθμιση, με κοινή συμφωνία τής δικαστικής άρωγής σέ ύποθέσεις άστικού και ποινικού δικαίου, άποφάσισαν νά συνάψουν την παρούσα Σύμβαση και για τó σκοπό αυτό διόρισαν σάν πληρεξούσιους τους :

Ο Πρόεδρος τής Έλληνικής Δημοκρατίας, Ο Πρόεδρος τής Σοσιαλιστικής Δημοκρατίας τής Τσεχοσλοβακίας, οι όποιοι, άφού άντάλλαξαν τά πληρεξούσια έγγραφά τους που βρέθηκαν σέ άπόλυτη τάξη, συμφώνησαν τά ακόλουθα :

ΜΕΡΟΣ ΠΡΩΤΟ

Γενικές διατάξεις.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ 1.

Νομική προστασία και δικαστική άρωγή σέ άστικές και ποινικές ύποθέσεις.

Άρθρο 1.

Νομική προστασία.

1. Οι ύπήκοοι του ένός Συμβαλλομένου Μέρους άπολαύουν στο έδαφος του άλλου Συμβαλλομένου Μέρους τής ίδιας νομικής προστασίας με τους ύπηκόους του άλλου αυτού Μέρους ως προς τά προσωπικά και περιουσιακά τους δικαιώματα.

2. Οι ύπήκοοι του ένός Συμβαλλομένου Μέρους μπορούν νά άπευθύνονται στις άρχες του άλλου Συμβαλλομένου Μέρους, τις άρμόδιες για άστικές και ποινικές ύποθέσεις. Μπορούν νά έμφανίζονται ενώπιον των άρχών αυτών για νά υπερασπίζονται τά δικαιώματά τους, νά υποβάλλουν αίτήσεις, νά έγείρουν άγωγές και νά ύποβάλλουν ένδικα μέσα, με τους ίδιους όρους όπως και οι ύπήκοοι του Συμβαλλομένου αυτού Μέρους.

3. Οι διατάξεις τής παρούσας Συμβάσεως οι σχετικές με τους ύπηκόους των Συμβαλλομένων Μερών εφαρμόζονται MUTATIS MUTANDIS και στα νομικά πρόσωπα που συστάθηκαν σύμφωνα με τη νομοθεσία ένός Συμβαλλομένου Μέρους και έχουν την έδρα τους στο έδαφος του Συμβαλλομένου αυτού Μέρους.

Άρθρο 2.

Δικαστική άρωγή.

1. Οι δικαστικές άρχες των δύο Συμβαλλομένων Μερών παρέχουν άμοιβαία δικαστική άρωγή στις ύποθέσεις που προβλέπει ή παρούσα Σύμβαση.

2. Για την εφαρμογή τής παρούσας Συμβάσεως, ο όρος «σέ άστικές ύποθέσεις» περιλαμβάνει επίσης τις ύποθέσεις έμπορικού, οικογενειακού και έργατικού δικαίου.

3. Για την εφαρμογή τής παρούσας Συμβάσεως, ο όρος «δικαστική άρχή» ύποδηλώνει κάθε άρχή άρμόδια νά έκδικάζει τις προβλεπόμενες άπό την παρούσα Σύμβαση ύποθέσεις, σύμφωνα με τη νομοθεσία του Κράτους της.

Άρθρο 3.

Έκταση τής δικαστικής άρωγής.

Τά Συμβαλλόμενα Μέρη παρέχουν άμοιβαία δικαστική άρωγή έκτελώντας δικαστικές πράξεις και ιδιαίτερα συντάσσοντας, διαβιβάζοντας και επιδίδοντας έγγραφα, προβαίνοντας στην εξέταση μαρτύρων, διαδίδων ή ύποδίκων, διενεργώντας π. αγματογνωμοσύνες.

Άρθρο 4.

Τρόπος επικοινωνίας.

1. Για την εφαρμογή τής παρούσας Συμβάσεως, οι δικαστικές άρχες επικοινωνούν μεταξύ τους μέσω των άρμόδιων κεντρικών άρχών, πλην άντίθετης διατάξεως τής παρούσης Συμβάσεως.

2. Για την εφαρμογή τής παρούσας Συμβάσεως, σάν κεντρικές άρχες θεωρούνται :

α) 'Από την πλευρά της Σοσιαλιστικής Δημοκρατίας της Τσεχοσλοβακίας :

-Γενική Εισαγγελία της Σοσιαλιστικής Δημοκρατίας της Τσεχοσλοβακίας.

-Υπουργείο Δικαιοσύνης της Τσεχικής Σοσιαλιστικής Δημοκρατίας.

-Υπουργείο Δικαιοσύνης της Σοσιαλιστικής Δημοκρατίας της Σλοβακίας.

β) 'Από την πλευρά της 'Ελληνικής Δημοκρατίας :

-Υπουργείο Δικαιοσύνης της 'Ελληνικής Δημοκρατίας.

2. Στην εφαρμογή της παρούσας Συμβάσεως, οι κεντρικές αρχές των Συμβαλλομένων Μερών χρησιμοποιούν στη μεταξύ τους επικοινωνία, τις επίσημες τους γλώσσες, με μετάφραση στη γαλλική ή αγγλική γλώσσα.

*Άρθρο 5.

Δικαστική παραγγελία.

1. 'Η δικαστική παραγγελία πρέπει να περιλαμβάνει :

α) Την ονομασία της αιτούσας αρχής.

β) Την ονομασία της αρχής προς την οποία απευθύνεται η αίτηση.

γ) Την υπόθεση σχετικά με την οποία ζητείται η δικαστική παραγγελία.

δ) Το όνομα και το επώνυμο των διαδίκων, των υποδίκων, των κατηγορουμένων ή των καταδικασθέντων και ένδεχομένως των αντιπροσώπων τους και των μαρτύρων, τον τόπο της μόνιμης ή προσωρινής τους κατοικίας, την υπηκοότητα και το επάγγελμά τους.

'Εάν πρόκειται για ποινικές υποθέσεις, στο μέτρο του δυνατού, τον τόπο και την ημερομηνία γεννήσεώς τους και το όνομα και επώνυμο των γονέων, για τα νομικά πρόσωπα, το όνομα και την έδρα τους.

ε) Το αντικείμενο της δικαστικής παραγγελίας και τα απαραίτητα για την εκτέλεσή της στοιχεία.

στ) 'Εάν πρόκειται για ποινικές υποθέσεις, η δικαστική παραγγελία πρέπει επίσης να περιλαμβάνει την περιγραφή και το χαρακτηρισμό του εγκλήματος.

2. 'Η δικαστική παραγγελία και τα συνημμένα έγγραφα πρέπει να συντάσσονται στη γλώσσα του Συμβαλλομένου Μέρους προς το οποίο απευθύνεται η αίτηση ή θα πρέπει να συνοδεύεται από μετάφραση σ' αυτή την γλώσσα ή στα γαλλικά ή αγγλικά.

Κάθε μετάφραση σχετική με τη δικαστική παραγγελία πρέπει να είναι επικυρωμένη είτε από εξουσιοδοτημένο για αυτό το σκοπό μεταφραστή είτε από τη διπλωματική αποστολή ή από την Προξενική Αρχή ενός Συμβαλλομένου Μέρους.

3. 'Η δικαστική παραγγελία θα πρέπει να φέρει την ιδιόχειρη υπογραφή και την επίσημη σφραγίδα.

*Άρθρο 6.

'Εκτέλεση της δικαστικής παραγγελίας.

1. Για την εκτέλεση της δικαστικής παραγγελίας, η αρχή προς την οποία απευθύνεται η αίτηση εφαρμόζει την εθνική της νομοθεσία.

'Επειτα από αίτηση της αιτούσας αρχής, μπορεί εν τούτοις να εφαρμόσει τον τρόπο εκτελέσεως που αναφέρεται στη δικαστική παραγγελία, εάν αυτό δεν είναι αντίθετο στις νομοθετικές διατάξεις του Κράτους της.

2. Στην περίπτωση που η αρχή, στην οποία διαβιβάστηκε η δικαστική παραγγελία δεν είναι αρμόδια, θα την διαβιβάζει χωρίς καθυστέρηση σ' αυτήν που έχει την απαιτούμενη αρμοδιότητα και θα πληροφορεί σχετικά την αιτούσα αρχή.

3. 'Όταν η αναφερόμενη στη δικαστική παραγγελία διεύθυνση δεν είναι ακριβής ή αν το έναγόμενο με τη δικαστική παραγγελία πρόσωπο δε διαμένει στην υποδηλούμενη διεύ-

θυνση, η αρχή προς την οποία απευθύνεται η αίτηση θα λαμβάνει μέτρα για να εντοπίσει τη σωστή του διεύθυνση.

4. Μετά από αίτηση της αιτούσας αρχής, η αρχή προς την οποία απευθύνεται η αίτηση, θα της γνωστοποιεί σε εύθετο χρόνο και απευθείας τον τόπο και την ημερομηνία εκτελέσεως της δικαστικής παραγγελίας.

5. Μετά την εκτέλεση της δικαστικής παραγγελίας, η αρχή προς την οποία απευθύνεται η αίτηση θα επιστρέφει στην αιτούσα αρχή κατόπιν ατήσεως τα έγγραφα. Στην περίπτωση που δεν είναι δυνατό να δοθεί συνέχεια στην δικαστική παραγγελία, η αρχή προς την οποία απευθύνεται η αίτηση θα επιστρέφει στην αιτούσα αρχή τα έγγραφα πληροφορώντας την για τους λόγους που εμπόδισαν την εκτέλεση αυτής της δικαστικής παραγγελίας.

*Άρθρο 7.

'Επίδοση εγγράφων.

'Η αρχή προς την οποία απευθύνεται η αίτηση εξασφαλίζει την επίδοση των εγγράφων σύμφωνα με την εθνική της νομοθεσία, εάν το επιδιδόμενο έγγραφο είναι συντεταγμένο στη γλώσσα του Συμβαλλομένου Μέρους προς το οποίο απευθύνεται η αίτηση ή εάν συνοδεύεται από κυρωμένη μετάφραση σ' αυτή την γλώσσα.

Σε αντίθετη περίπτωση, η αρχή προς την οποία απευθύνεται η αίτηση δε θα διαβιβάσει το έγγραφο στον παραλήπτη παρά μόνο υπό τον όρο ότι αυτός δέχεται να το παραλάβει.

*Άρθρο 8.

'Απόδειξη της επιδόσεως.

'Η απόδειξη της επιδόσεως γίνεται με έγγραφο παραλαβής, υπογεγραμμένο από το πρόσωπο που έλαβε το έγγραφο και φέρον επίσημη σφραγίδα, την ημερομηνία και την υπογραφή της αρχής προς την οποία απευθύνεται η αίτηση ή με βεβαίωση που εκδίδεται από την ανωτέρω αρχή που πιστοποιεί τον τρόπο, τον τόπο και την ημερομηνία της επιδόσεως.

'Εάν το προς επίδοση έγγραφο διαβιβάζεται εις διπλούν, η παραλαβή του και η επίδοση μπορούν να γίνουν στο δεύτερο αντίγραφο.

*Άρθρο 9.

'Επίδοση εγγράφων από τις διπλωματικές ή τις προξενικές Αρχές.

Τα Συμβαλλόμενα Μέρη μπορούν επίσης να επιδίδουν τα έγγραφα στους υπηκόους τους δια των Διπλωματικών ή Προξενικών τους αρχών. Σ' αυτή την περίπτωση, δεν είναι δυνατό να γίνει χρήση εξαναγκαστικών μέτρων.

*Άρθρο 10.

Προστασία μαρτύρων και έμπειρογνώμωνων.

1. Υπήκοος που διαμένει στο έδαφος του ενός Συμβαλλομένου Μέρους και του οποίου πρέπει να γίνει εξέταση με την ιδιότητα μάρτυρα ή έμπειρογνώμονα ενώπιον της αρχής του άλλου Συμβαλλομένου Μέρους, δεν υποχρεούται να εμφανισθεί μετά από κλήση της αρχής αυτής ή κλήση προς εμφάνιση δεν πρέπει επομένως να περιέχει προειδοποίηση επ' άπειλη ποινής σε περίπτωση μη εμφανίσεως.

2. Μάρτυρας ή έμπειρογνώμονας, οποιασδήποτε εθνικότητας, που εμφανίστηκε μετά από κλήση της αρχής του άλλου Συμβαλλομένου Μέρους, δεν μπορεί να διωχθεί ποινικά ούτε να συλληφθεί ή να υποστεί εκτέλεση ποινής που επιβλήθηκε προηγούμενα από δικαστήριο για έγκλημα που διέπραξε πριν περάσει τα σύνορα του αιτούντος Συμβαλλομένου Μέρους.

Κατά τον ίδιο τρόπο, μάρτυρας ή έμπειρογνώμονας δεν μπορεί να διωχθεί για λόγους που ανάγονται στη μαρτυρία ή την πραγματογνωμοσύνη του.

3. Μάρτυρας ή έμπειρογνώμονας χάνει την προστασία που προβλέπεται στην παράγραφο 2 του παρόντος άρθρου.

εάν δεν έχει εγκαταλείψει το έδαφος του αιτούντος Συμβαλλομένου Μέρους μέσα σε 7 ημέρες από τότε που η αρχή που του απευθύνει την κλήση, τον είχε ειδοποιήσει ότι η παρουσία του δεν είναι πλέον απαραίτητη. Στην εν λόγω προθεσμία δεν περιλαμβάνεται η περίοδος κατά την οποία ο μάρτυρας ή ο έμπειρογνώμονας δεν μπόρεσε να εγκαταλείψει το έδαφος του Συμβαλλομένου αυτού Μέρους για λόγους ανεξάρτητους από τη θέλησή του.

4. Ο υπήκοος που κλήθηκε προς εμφάνιση δικαιούται να του καταβληθούν τα έξοδα ταξιδιού και διαμονής καθώς και αποζημίωση και ο έμπειρογνώμονας δικαιούται επιπλέον την άμοιβή πραγματογνωμοσύνης.

Στην κλήση θα γίνεται μνεία της αποζημίωσης που τα κληθέντα προς εμφάνιση πρόσωπα αξιούν. Με αίτηση των προσώπων αυτών, θα τους καταβάλλεται προκαταβολή για τα έξοδα που έγιναν.

Άρθρο 11.

Έξοδα της δικαστικής άρωγής.

1. Τα Συμβαλλόμενα Μέρη δεν θα ζητούν την καταβολή των εξόδων που προκύπτουν από την εκτέλεση της διαδικασίας της δικαστικής άρωγής, εκτός από την άμοιβή πραγματογνωμοσύνης και τις άλλες δαπάνες που προκύπτουν από την αποδεικτική πραγματογνωμοσύνη.

2. Η εκτέλεση αποδεικτικής πραγματογνωμοσύνης μπορεί να εξαρτηθεί από την κατάθεση προκαταβολής.

3. Η αρχή προς την οποία απευθύνεται η αίτηση γνωστοποιεί στην αιτούσα αρχή, ύστερα από αίτησή της, το ποσό των εξόδων που πρόκυψαν από την εκτέλεση της δικαστικής παραγγελίας.

Άρθρον 12.

Άρνηση δικαστικής άρωγής.

Η χορήγηση δικαστικής άρωγής μπορεί να αποκρουσθεί, αν το Συμβαλλόμενο Μέρος προς το οποίο απευθύνεται η αίτηση κρίνει ότι η εκτέλεση της δικαστικής παραγγελίας θα ήταν αντίθετη προς τη νομοθεσία του ή ότι θα έθιγε την κυριαρχία του ή την ασφάλειά του ή τη δημόσια τάξη του Συμβαλλομένου αυτού Μέρους.

Άρθρο 13.

Πληροφορίες πάνω σε θέματα νομοθεσίας.

Οι κεντρικές δικαστικές αρχές των Συμβαλλομένων Μερών θα ανταλλάσσουν άμοιβαία μετά από αίτηση πληροφορίες για τους νόμους και κανονισμούς που ισχύουν ή που ίσχυαν στο έδαφός τους, καθώς και για τα κείμενα αυτών των νόμων και κανονισμών.

Άρθρο 14.

1. Τα έγγραφα, που συντάχθηκαν ή επικυρώθηκαν κατά τον έπιβαλλόμενο τύπο και φέρουν την επίσημη σφραγίδα της αρμόδιας Κρατικής αρχής ή του αρμόδιου προσώπου (μεταφραστού, έμπειρογνώμονα) ενός Συμβαλλομένου Μέρους, απαλλάσσονται επικυρώσεως στο έδαφος του άλλου Συμβαλλομένου Μέρους. Οι ίδιες διατάξεις εφαρμόζονται επίσης και στις υπογραφές των εγγράφων, καθώς και στις υπογραφές που επικυρώθηκαν σύμφωνα με τις διατάξεις του ενός Συμβαλλομένου Μέρους.

2. Τα έγγραφα που θεωρούνται δημόσια στο έδαφος ενός Συμβαλλομένου Μέρους αποκτούν την αποδεικτική ισχύ δημόσιων εγγράφων στο έδαφος του άλλου Συμβαλλομένου Μέρους.

Άρθρο 15.

Κοινοποίηση διευθύνσεων.

Οι κεντρικές αρχές των Συμβαλλομένων Μερών θα παρέχουν άμοιβαία άρωγή κατόπιν αιτήσεως, εν όψει ανευρέσεως, στο μέτρο του δυνατού, των διευθύνσεων των προσώπων τα οποία εύρισκονται στο έδαφός τους, εάν αυτό

κριθεί απαραίτητο για τη διεκδίκηση των δικαιωμάτων των υπηκόων.

Άρθρο 16.

Διαβίβαση ληξιαρχικών πράξεων.

1. Τα Συμβαλλόμενα Μέρη θα αποστέλλουν άμοιβαία αποσπάσματα ληξιαρχικών πράξεων γεννήσεως, γάμου και θανάτου που αφορούν υπηκόους του άλλου Συμβαλλομένου Μέρους, καθώς επίσης και διορθώσεις και μεταγενέστερες καταχωρίσεις στις προαναφερόμενες ληξιαρχικές πράξεις.

2. Τα αποσπάσματα των πράξεων αυτών αποστέλλονται αὐτεπαγγέλτως και διαβιβάζονται άνέξοδα με τη διπλωματική οδό.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ 2.

Δικαστικά έξοδα.

Άρθρο 17.

Απαλλαγή από την έγχυοδοσία άλλοδαπου.

Οι υπήκοοι ενός των Συμβαλλομένων Μερών που εμφανίζονται ενώπιον των αρχών του άλλου Συμβαλλομένου Μέρους, εάν διαμένουν στο έδαφος του ενός των δύο Συμβαλλομένων Μερών, δεν υποβάλλονται στην υποχρέωση έγχυοδοσίας άλλοδαπου όσον αφορά τα δικαστικά έξοδα είτε λόγω του ότι είναι άλλοδαποι ή λόγω μη διαμονής στο έδαφος του άλλου Συμβαλλομένου Μέρους.

Άρθρο 18.

Απαλλαγή από φόρους και προκαταβολές.

Οι υπήκοοι του ενός των Συμβαλλομένων Μερών απολαύουν στο έδαφος του άλλου Μέρους απαλλαγής από τους φόρους και τα δικαστικά έξοδα και άλλων εύεργετημάτων, καθώς και του δικαιώματος της δωρεάν δικαστικής άρωγής με τις ίδιες προϋποθέσεις και στην ίδια έκταση, όπως οι υπήκοοι του τελευταίου αυτού Μέρους.

Άρθρο 19.

1. Τα πιστοποιητικά που αφορούν στην προσωπική, οικογενειακή και οικονομική κατάσταση του αιτούντος που επιθυμεί να έπωφεληθεί από τα εύεργετήματα που προβλέπει το άρθρο 18, θα εκδίδονται από τις αρμόδιες αρχές του Συμβαλλομένου Μέρους στο έδαφος του οποίου κατοικεί.

2. Αν ο αίτων που επιθυμεί να έπωφεληθεί από τα παραπάνω εύεργετήματα δεν έχει κατοικία ή διαμονή στο έδαφος του ενός ή του άλλου Συμβαλλομένου Μέρους, το έγγραφο μπορεί να εκδοθεί από τη διπλωματική αποστολή ή την προξενική αρχή του Κράτους του οποίου υπήκοος είναι ο αίτων.

3. Η δικαστική αρχή που αποφαινεται για την αίτηση απαλλαγής δυνάμει του άρθρου 18 μπορεί να ζητήσει συμπληρωματικές πληροφορίες από το όργανο που εξέδωσε το πιστοποιητικό.

Άρθρο 20.

Αν η αρμόδια αρχή χορήγησε την απαλλαγή που προβλέπει το άρθρο 18 της παρούσας Συμβάσεως στον υπήκοο του άλλου Συμβαλλομένου Μέρους, η απαλλαγή αυτή θα εκτείνεται σε όλη τη διαδικασία, συμπεριλαμβανομένης της διαδικασίας που αφορά στην εκτέλεση της αποφάσεως.

Άρθρο 21.

1. Αν υπήκοος ενός των Συμβαλλομένων Μερών κάνει αίτηση απαλλαγής, που προβλέπεται από το άρθρο 18 της παρούσας Συμβάσεως, ενώπιον της αρμόδιας αρχής του άλλου Συμβαλλομένου Μέρους, μπορεί να την υποβάλει ενώπιον της αρμόδιας αρχής του τόπου κατοικίας ή διαμονής του.

Η τελευταία αυτή αρχή θα απευθύνει την αίτηση, καθώς και το πιστοποιητικό που προβλέπεται από το άρθρο 19

της παρούσας Συμβάσεως, στην αρμόδια αρχή τοῦ ἄλλου Συμβαλλομένου Μέρους.

2. Ἡ αἴτηση ἀπαλλαγῆς μπορεῖ νὰ ὑποβάλλεται παράλληλα μὲ τὴν εἰσαγωγικὴ αἴτηση τῆς διαδικασίας.

ΜΕΡΟΣ ΔΕΥΤΕΡΟ

Ἀναγνώριση καὶ ἐκτέλεση δικαστικῶν ἀποφάσεων.

Ἄρθρο 22.

1. Οἱ ἀποφάσεις τῶν δικαστικῶν ἀρχῶν ἐνὸς τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν, πού ἀφοροῦν σὲ ἀστικές μὴ περιουσιακῆς φύσεως ὑποθέσεις, θὰ ἀναγνωρίζονται στὸ ἔδαφος τοῦ ἄλλου Συμβαλλομένου Μέρους, ὑπὸ τὸν ὅρο ὅτι δὲν εἶναι ἀντίθετες στὴν παρούσα Σύμβαση. Ἡ διάταξη αὐτὴ ἐφαρμόζεται ὁμοίως σὲ ἀποφάσεις πού ἐκδόθηκαν πρὶν ἀπὸ τὴν ἐναρξὴ τῆς ἰσχύος τῆς παρούσας Συμβάσεως.

2. Οἱ ἀποφάσεις τῶν δικαστικῶν ἀρχῶν, πού ἀφοροῦν σὲ ἀστικές ὑποθέσεις περιουσιακῆς φύσεως καὶ πού ἐκδόθηκαν στὸ ἔδαφος ἐνὸς τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν, ὑπόκεινται σὲ ἀναγνώριση καὶ ἐκτέλεση στὸ ἔδαφος τοῦ ἄλλου Μέρους, ἐφ' ὅσον ἐκδόθηκαν μετὰ τὴν ἐναρξὴ τῆς ἰσχύος τῆς παρούσας Συμβάσεως. Τὸ ἴδιο ἰσχύει προκειμένου περὶ ἀποφάσεων πού ἀναγνωρίζουν τὴν ἀστικὴ εὐθύνη σὲ ποινικὲς ὑποθέσεις.

Ἄρθρο 23.

1. Οἱ ἀποφάσεις πού προβλέπονται στὸ ἄρθρο 22 τῆς παρούσας Συμβάσεως θὰ ἀναγνωρίζονται καὶ θὰ ἐκτελοῦνται, ἂν πληροῦν τὶς ἀκόλουθες προϋποθέσεις :

α) Ἡ ἀπόφαση ἀποκτήσῃ ἰσχύϊ δεδικασμένου καὶ εἶναι ἐκτελεστὴ σύμφωνα μὲ τὴ νομοθεσίαν τοῦ Συμβαλλομένου Μέρους στὸ ἔδαφος τοῦ ὁποίου ἐκδόθηκε ἡ ἀπόφαση.

β) Ἡ ἀναγνώριση καὶ ἡ ἐκτέλεση δὲν ἐμποδίζονται ἀπὸ τὴν ἀποκλειστικὴν ἀρμοδιότητα τῶν ἀρχῶν τοῦ Συμβαλλομένου Μέρους στὸ ἔδαφος τοῦ ὁποίου ζητᾶται ἡ ἀναγνώριση καὶ ἡ ἐκτέλεση.

γ) Ὁ διάδικος πού ἐρημοδίκησε καὶ πού δὲν μετέσχε στὴ διαδικασία εἶχε κληθεῖ ἐμπρόθεσμα καὶ μὲ τὸν προσήκοντα τρόπο, σύμφωνα μὲ τὴ νομοθεσίαν τοῦ Συμβαλλομένου Μέρους στὸ ἔδαφος τοῦ ὁποίου ἡ ἀπόφαση ἐκδόθηκε καὶ εἶχε ἀντιπροσωπευθεῖ μὲ τὸν προσήκοντα τρόπο, σὲ περιπτώσει ἀνικανότητος ἐκ μέρους του.

δ) Ἡ ἀπόφαση δὲν εἶναι ἀντίθετη μὲ προηγούμενη ἀπόφαση πού ἔχει ἀποκτήσῃ ἰσχύϊ δεδικασμένου καὶ πού ἐκδόθηκε προηγουμένως μεταξύ τῶν ἰδίων μερῶν, σχετικὰ μὲ τὸ ἴδιο ἀντικείμενο καὶ ἐπὶ τῆς ἴδιας οὐσίας, ἀπὸ δικαστήριον τοῦ Συμβαλλομένου Μέρους στὸ ἔδαφος τοῦ ὁποίου ἡ ἀπόφαση αὐτὴ πρέπει νὰ ἀναγνωρισθεῖ καὶ νὰ ἐκτελεστεῖ.

ε) Μία διαφορά μεταξύ τῶν ἰδίων μερῶν καὶ πού ἔχει τὸ ἴδιο ἀντικείμενο δὲν ἐκκρεμεῖ ἐνώπιον ἀρχῆς τοῦ Συμβαλλομένου Μέρους πρὸς τὸ ὁποῖο ἀπευθύνεται ἡ αἴτηση, καὶ ἡ ὁποία ἀρχὴ ἐπελήφθη πρώτη τῆς ὑποθέσεως.

στ) Τὸ Συμβαλλόμενο Μέρος, στὸ ἔδαφος τοῦ ὁποίου ζητεῖται ἡ ἀναγνώριση καὶ ἡ ἐκτέλεση κρίνει ὅτι ἡ ἀναγνώριση ἢ ἡ ἐκτέλεση δὲν πρόκειται νὰ θίξῃ τὴν κυριαρχία ἢ τὴν ἀσφάλειά του ἢ τὴ δημόσια τάξιν τοῦ Συμβαλλομένου αὐτοῦ Μέρους.

2. Οἱ προσωρινῶς ἐκτελεστὲς ἀποφάσεις καὶ τὰ προσωρινὰ μέτρα, ἂν καὶ ὑπόκεινται σὲ τακτικὸ ἐνδικο μέσο, ἀναγνωρίζονται καὶ ἐκτελοῦνται στὸ Κράτος πρὸς τὸ ὁποῖο ἀπευθύνεται ἡ αἴτηση, ἂν παρόμοιες ἀποφάσεις μποροῦν νὰ ἐκδοθοῦν καὶ νὰ ἐκτελεσθοῦν σ' αὐτό.

Ἄρθρο 24.

Ἀρμόδια γιὰ νὰ ἀναγνωρίσῃ καὶ νὰ διατάξῃ τὴν ἐκτέλεση τῆς ἀποφάσεως εἶναι ἡ δικαστικὴ ἀρχὴ τοῦ Συμβαλλομένου Μέρους στὸ ἔδαφος τοῦ ὁποίου ἡ ἀπόφαση πρέπει νὰ ἀναγνωρισθεῖ ἢ νὰ ἐκτελεσθεῖ.

Ἄρθρο 25.

1. Ἡ αἴτηση ἀναγνώρισεως ἢ διαταγῆς ἐκτελέσεως μιᾶς ἀποφάσεως μπορεῖ νὰ ὑποβληθεῖ ἀπευθείας σὲ ἀρμόδια δικαστικὴ ἀρχὴ τοῦ Μέρους στὸ ἔδαφος τοῦ ὁποίου ἡ ἀπόφαση πρέπει νὰ ἀναγνωρισθεῖ ἢ νὰ ἐκτελεσθεῖ ἢ στὴν δικαστικὴ ἀρχὴ πού ἐξέδωσε τὴν ἀπόφαση πρωτοδίκως σ' αὐτὴ τὴν περίπτωση ἢ αἴτηση διαβιβάζεται στὴν ἀρχὴ τοῦ ἄλλου Συμβαλλομένου Μέρους σύμφωνα μὲ τὶς διατάξεις πού προβλέπονται στὸ ἄρθρο 4 τῆς παρούσας Συμβάσεως.

2. Ἡ αἴτηση πρέπει νὰ συνοδεύεται :

α) Ἀπὸ τὴν ἀπόφαση τῆς δικαστικῆς ἀρχῆς ἢ ἀπὸ κυρωμένο ἀντίγραφό της μὲ συνημμένο πιστοποιητικὸ πού νὰ ἀποδεικνύει ὅτι ἡ ἀπόφαση ἔχει ἀποκτήσῃ ἰσχύϊ δεδικασμένου καὶ εἶναι ἐκτελεστὴ, ἐκτὸς ἂν αὐτὸ προκύπτει ἀπὸ τὸ περιεχόμενο τῆς ἀποφάσεως.

β) Ἀπὸ πιστοποιητικὸ πού νὰ βεβαιώνει ὅτι ὁ διάδικος πού ἐρημοδίκησε καὶ πού δὲν μετέσχε στὴ διαδικασία κλήθηκε ἐμπρόθεσμα καὶ μὲ τὸν προσήκοντα τρόπο καὶ ὅτι στὴν περίπτωση ἀνικανότητος ἐκ μέρους τοῦ ἀντιπροσωπεύθηκε νόμιμα, σύμφωνα μὲ τὴ νομοθεσίαν τοῦ Συμβαλλομένου Μέρους στὸ ἔδαφος τοῦ ὁποίου ἐκδόθηκε ἡ ἀπόφαση, ἐκτὸς ἂν αὐτὸ προκύπτει ἀπὸ τὸ περιεχόμενο τῆς ἀποφάσεως.

γ) Ἀπὸ κυρωμένη μετάφραση τῆς αἰτήσεως καὶ τῶν ἐγγράφων πού προβλέπονται ἀπὸ τὰ ἑδάφια α) καὶ β) τῆς παραγράφου αὐτῆς στὴ γλώσσα τοῦ Συμβαλλομένου Μέρους πρὸς τὸ ὁποῖο ἀπευθύνεται ἡ αἴτηση ἢ στὰ γαλλικὰ ἢ ἀγγλικά.

Ἄρθρο 26.

1. Ἡ δικαστικὴ ἀρχὴ πού ἀποφαίνεται ἐπὶ τῆς αἰτήσεως ἀναγνώρισεως καὶ ἐκτελέσεως τῆς ἀποφάσεως ἐξακριβώνει ἂν πληροῦνται οἱ προϋποθέσεις πού προβλέπονται στὸ ἄρθρο 23 τῆς παρούσας Συμβάσεως.

2. Ἡ δικαστικὴ ἀρχὴ τοῦ Συμβαλλομένου Μέρους στὸ ἔδαφος τοῦ ὁποίου ἡ ἀπόφαση πρέπει νὰ ἀναγνωρισθεῖ ἢ νὰ ἐκτελεσθεῖ ἐνεργεῖ σύμφωνα μὲ τὴν κρατικὴ τῆς νομοθεσίαν.

Ἄρθρο 27.

1. Ἄν ὁ διάδικος πού ἐξαρέθηκε ἀπὸ τὴν ἐγγυοδοσία ἀλλοδαποῦ, σύμφωνα μὲ τὸ ἄρθρο 17 τῆς παρούσας Συμβάσεως, καταδικάστηκε σὲ καταβολὴ τῶν δικαστικῶν ἐξόδων, μὲ ἀπόφαση δικαστικῆς ἀρχῆς τοῦ ἐνὸς τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν, ἡ ἀπόφαση ἐκτελεῖται ἀνεξόδως ἐπεὶ ἀπὸ αἴτηση τοῦ δικαιούχου, στὸ ἔδαφος τοῦ ἄλλου Συμβαλλομένου Μέρους.

2. Ἡ αἴτηση καὶ τὰ συνημμένα ἔγγραφα καταρτίζονται σύμφωνα μὲ τὸ ἄρθρο 25 τῆς παρούσας Συμβάσεως.

3. Ἡ δικαστικὴ ἀρχὴ πού ἀποφαίνεται περὶ τῆς ἐκτελέσεως σύμφωνα μὲ τὴν παράγραφο 1 τοῦ παρόντος ἁρθρου περιορίζεται στὸ νὰ διαπιστώσῃ ἂν ἡ ἀπόφαση γιὰ τὰ ἐξόδα ἀπέκτησε ἰσχύϊ δεδικασμένου καὶ ἐγίνε ἐκτελεστὴ.

Ἄρθρο 28.

Ἡ ἀρχὴ τοῦ Συμβαλλομένου Μέρους, στὸ ἔδαφος τοῦ ὁποίου καταβλήθηκαν τὰ δικαστικὰ ἐξόδα ἀπὸ τὸ Κράτος, θὰ ζητήσει ἀπὸ τὴν ἀρμόδια δικαστικὴ ἀρχὴ τοῦ ἄλλου Συμβαλλομένου Μέρους νὰ εἰσπράξῃ τὰ ἐξόδα καὶ τοὺς φόρους. Ἡ δικαστικὴ ἀρχὴ θὰ θέσῃ τὸ εἰσπραχθὲν ποσὸ στὴ διάθεση τῆς Διπλωματικῆς ἀποστολῆς ἢ τῆς προξενικῆς ἀρχῆς τοῦ Συμβαλλομένου Μέρους, τοῦ ὁποίου ἡ ἀρχὴ ζήτησε τὴν εἰσπράξιν.

ΜΕΡΟΣ ΤΡΙΤΟ

Ποινικὲς ὑποθέσεις.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ 1.

Ποινικὴ δίωξις.

Ἄρθρο 29.

1. Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος ἀναλαμβάνει τὴν ὑποχρέ-

ωση, σύμφωνα με τη νομοθεσία του και μετά από αίτηση του άλλου Συμβαλλομένου Μέρους, να ασκήσει ποινική δίωξη κατά του υπηκόου του που διέπραξε έγκλημα στο έδαφος του άλλου Συμβαλλομένου Μέρους.

2. Η αίτηση για δίωξη θα συνοδεύεται από τα σχετικά με την υπόθεση έγγραφα, από κάθε αποδεικτικό στοιχείο που υπάρχει, από κάθε ένδειξη όσον αφορά τη ζημία που προκλήθηκε, καθώς και από το κείμενο των ποινικών διατάξεων που διέπουν την πράξη σύμφωνα με την εν ισχύ νομοθεσία του τόπου τελέσεώς της.

3. Το Συμβαλλόμενο Μέρος που έθεσε σε κίνηση την ποινική διαδικασία, θα πληροφορεί όσο το δυνατό νωρίτερα το άλλο Συμβαλλόμενο Μέρος για το αποτέλεσμα της ποινικής διαδικασίας. Αν εκδοθεί απόφαση που έχει ισχύ δεδικασμένου, θα του διαβιβάζει, μετά από αίτηση, αντίγραφο.

4. Τα δικαιώματα των βλαβέντων προσώπων για επανόρθωση των ζημιών, που υπέστησαν πριν από τη μεταβίβαση της ποινικής διώξεως στη δικαστική αρχή του αιτούντος Συμβαλλομένου Μέρους, θα αποτελέσουν αντικείμενο διαδικασίας στο έδαφος του Συμβαλλομένου Μέρους προς το οποίο απευθύνεται η αίτηση.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ 2.

Έκδοση.

Άρθρο 30.

Υποχρέωση για έκδοση.

1. Τα Συμβαλλόμενα Μέρη αναλαμβάνουν την υποχρέωση, σύμφωνα με τις προϋποθέσεις που προβλέπει η παρούσα Σύμβαση, να παραδίδουν αμοιβαία μετά από αίτηση τα πρόσωπα που βρίσκονται στο έδαφός τους, εν όψει ασκήσεως ποινικής διώξεως ή εκτελέσεως ποινής.

2. Η έκδοση εν όψει ποινικής διώξεως δεν επιτρέπεται παρά μόνο για τα εγκλήματα που, σύμφωνα με τη νομοθεσία των δύο Συμβαλλομένων Μερών, τιμωρούνται με ποινή στερητική της ελευθερίας μεγαλύτερη του έτους.

3. Η έκδοση εν όψει εκτελέσεως ποινής δεν επιτρέπεται παρά μόνον έφ' όσον πρόκειται για εγκλήματα σύμφωνα με τη νομοθεσία των δύο Συμβαλλομένων Μερών, έφ' όσον το περί ού πρόκειται πρόσωπο καταδικάστηκε σε ποινή στερητική της ελευθερίας τουλάχιστον έξι μηνών ή σε βαρύτερη ποινή.

4. Υπό την επιφύλαξη των διατάξεων του άρθρου 31, εδάφια α), γ) και δ), η έκδοση δε μπορεί να μη λάβει χώρα για πρόσωπα που διέπραξαν παράνομες πράξεις κατά της ασφάλειας της πολιτικής αεροπορίας, σύμφωνα με τις διατάξεις της Συμβάσεως περί καταστολής της παράνομης ύφαρπαξης αεροσκαφών, που υπογράφηκε στη Χάγη στις 16.12.70 και της Συμβάσεως περί καταστολής παράνομων πράξεων κατά της πολιτικής αεροπορίας που υπογράφηκε στο Μόντρεαλ στις 23.9.71, καθώς και για τα πρόσωπα που διέπραξαν παράνομες πράξεις που έμπίπτουν σε άλλες διεθνείς Συμβάσεις κατά της τρομοκρατίας στις οποίες ή Ελληνική Δημοκρατία και ή Σοσιαλιστική Δημοκρατία της Τσεχοσλοβακίας είναι ή θα είναι Συμβαλλόμενα Μέρη.

5. Εάν η αίτηση εκδόσεως αφορά σε πολλά διαφορετικά εγκλήματα που το καθένα τιμωρείται από το νόμο των δύο Συμβαλλομένων Μερών με ποινή στερητική της ελευθερίας, από τα οποία όμως όρισμένα δεν πληρούν την προϋπόθεση που προβλέπεται στις παραγράφους 2 και 3, το Μέρος προς το οποίο απευθύνεται η αίτηση μπορεί να προβεί στην έκδοση και για τα τελευταία αυτά.

Άρθρο 31.

Αρνηση εκδόσεως.

Η έκδοση δεν επιτρέπεται, εάν :

α) Το πρόσωπο του οποίου ζητείται η έκδοση είναι υπήκοος του Συμβαλλομένου Μέρους προς το οποίο απευθύνεται η αίτηση, κατά την ημερομηνία της διαβίσεως της αίτησεως εκδόσεως.

β) Η πράξη διαπράχθηκε στο έδαφος του Συμβαλλομένου Μέρους προς το οποίο απευθύνεται η αίτηση.

γ) Σύμφωνα με τη νομοθεσία του Συμβαλλομένου Μέρους προς το οποίο απευθύνεται η αίτηση, η ποινική δίωξη ή η εκτέλεση ποινής δε μπορούν να λάβουν χώρα λόγω παραγραφής ή για άλλους νόμιμους λόγους που έχουν το ίδιο αποτέλεσμα.

δ) Η έκδοση δεν επιτρέπεται σύμφωνα με τη νομοθεσία του Συμβαλλομένου Μέρους προς το οποίο απευθύνεται η αίτηση.

ε) Για το πρόσωπο του οποίου ζητείται η έκδοση, εκδόθηκε στο έδαφος του Συμβαλλομένου Μέρους προς το οποίο απευθύνεται η αίτηση απόφαση που έχει ισχύ δεδικασμένου και που αφορά στο ίδιο έγκλημα ή όταν έχει παύσει η ποινική δίωξη.

στ) Σύμφωνα με τη νομοθεσία ενός των Συμβαλλομένων Μερών, η ποινική δίωξη δε μπορεί να τεθεί σε κίνηση παρά μόνο κατ' έγκλησιν.

Άρθρο 32.

Αίτηση εκδόσεως.

1. Η αίτηση εκδόσεως πρέπει να περιλαμβάνει το όνομα και το επώνυμο του προσώπου του οποίου ζητείται η έκδοση, την ημερομηνία και τον τόπο γεννήσεώς του, την υπηκοότητά του, την κατοικία του, την περιγραφή της διαπραχθείσας πράξεως και της ζημίας που προκλήθηκε.

2. Η αίτηση εκδόσεως εν όψει ασκήσεως ποινικής διώξεως συνοδεύεται από κυρωμένο αντίγραφο του εντάλματος σύλληψης ή άλλου εγγράφου που έχει την ίδια ισχύ, από την περιγραφή της διαπραχθείσας πράξεως, καθώς και από το κείμενο των διατάξεων του νόμου που προβλέπει την πράξη που έχθηκε από το πρόσωπο του οποίου ζητείται η έκδοση, πρόκειται για έγκλημα κατά των αγαθών, πρέπει να αναφερθεί το ύψος της ζημίας που προκλήθηκε.

3. Η αίτηση εκδόσεως εν όψει εκτελέσεως ποινής συνοδεύεται από κυρωμένο αντίγραφο της δικαστικής αποφάσεως που έχει ισχύ δεδικασμένου καθώς και από το πλήρες κείμενο της διατάξεως του νόμου που δίδει το νομικό χαρακτηρισμό της πράξεως. Εάν ο καταδικασθείς έχει ήδη εκτίσει μέρος της ποινής του, τούτο πρέπει να αναφέρεται.

4. Το αίτούν Συμβαλλόμενο Μέρος δεν υποχρεούται να επισυνάψει στην αίτηση εκδόσεως τις αποδείξεις για την ένοχη του προσώπου του οποίου ζητείται η έκδοση.

Άρθρο 33.

Σύλληψη προς το σκοπό εκδόσεως.

Στην περίπτωση που η αίτηση εκδόσεως είναι επαρκώς αιτιολογημένη σύμφωνα με την παρούσα Σύμβαση, το Συμβαλλόμενο Μέρος προς το οποίο απευθύνεται η αίτηση θα πάρει χωρίς καθυστέρηση τα απαραίτητα μέτρα για τη σύλληψη του εκζητούμενου προσώπου σύμφωνα με τη νομοθεσία του.

Άρθρο 34.

Συμπληρωματικές πληροφορίες για την έκδοση.

1. Αν η αίτηση εκδόσεως δεν περιέχει όλες τις απαραίτητες διευκρινίσεις, το Συμβαλλόμενο Μέρος προς το οποίο απευθύνεται η αίτηση μπορεί να ζητήσει συμπληρωματικές πληροφορίες και να όρισει προθεσμία όχι μεγαλύτερη από δύο μήνες για την παροχή τους. Η προθεσμία αυτή μπορεί να παραταθεί για αιτιολογημένους λόγους.

2. Αν το αίτούν Συμβαλλόμενο Μέρος δεν παράσχει τις ζητούμενες συμπληρωματικές πληροφορίες μέσα στην όρι-

σμένη προθεσμία, το Συμβαλλόμενο Μέρος προς το οποίο απευθύνεται ή αίτηση μπορεί να απολύσει το πρόσωπο που είχε συλληφθεί.

Άρθρο 35.

Προσωρινή σύλληψη.

1. Η σύλληψη μπορεί να πραγματοποιηθεί ακόμα και πριν από τη λήψη της αίτησεως εκδόσεως, εάν το αίτουν Συμβαλλόμενο Μέρος το ζητήσει ρητώς, επικαλούμενο το ένταλμα σύλληψης ή άλλο με ίδια ισχύ έγγραφο ή μία δικαστική απόφαση βάσει της οποίας ζητήσε την έκδοση. Αύτη ή αίτηση προσωρινής σύλληψης μπορεί να διαβιβασθεί ταχυδρομικώς, τηλεγραφικώς ή με κάθε άλλο μέσο που διαβιβάζει το περιεχόμενο της αίτησεως γραπτώς.

2. Σε επείγουσες περιπτώσεις και όταν η διαπραχθείσα πράξη είναι ιδιαίτερα σοβαρή, οι αρμόδιες αρχές των Συμβαλλομένων Μερών μπορούν να συλλάβουν προσωρινά το πρόσωπο που βρίσκεται στο έδαφός τους, ακόμα και χωρίς την αίτηση που προβλέπεται στην 1η παράγραφο, εφ' όσον γνωρίζουν ότι το πρόσωπο αυτό διέπραξε στο έδαφος του άλλου Συμβαλλομένου Μέρους έγκλημα για το οποίο χωρεί έκδοση.

Άρθρο 36.

Απόλυση προσώπου προσωρινά συλληφθέντος.

1. Πρόσωπο συλληφθέν δυνάμει του άρθρου 35, παράγραφος 1 της παρούσας Συμβάσεως μπορεί να απολυθεί εάν η αίτηση εκδόσεως δεν επιδόθηκε μέσα σ' ένα μήνα από την ημέρα γνωστοποίησεως της προσωρινής σύλληψης στο αίτουν Συμβαλλόμενο Μέρος.

2. Πρόσωπο συλληφθέν δυνάμει του άρθρου 35, παράγραφος 2 της παρούσας Συμβάσεως πρέπει να απολυθεί εάν η αίτηση εκδόσεως ή προσωρινής σύλληψης βάσει του άρθρου 35, παράγραφος 1 δεν επιδόθηκε μέσα σε 20 ημέρες από την ημερομηνία γνωστοποίησεως της σύλληψης στο αίτουν Συμβαλλόμενο Μέρος.

Άρθρο 37.

Αναβολή της εκδόσεως.

Αν το πρόσωπο του οποίου ζητείται η έκδοση είναι αντικείμενο ποινικής διαδικασίας ή αν πρέπει να εκτίσει ποινή για άλλο έγκλημα που διέπραξε στο έδαφος του Συμβαλλομένου Μέρους προς το οποίο απευθύνεται η αίτηση, ή έκδοση μπορεί να αναβληθεί μέχρι το τέλος της ποινικής διαδικασίας ή μέχρι την έκτιση της ποινής ή την απαλλαγή ή το χαρισμό αυτής.

Άρθρο 38.

Προσωρινή έκδοση.

1. Αν λόγω της αναβολής εκδόσεως σύμφωνα με το άρθρο 37 της παρούσας Συμβάσεως υπάρχει κίνδυνος παραγραφής ή σοβαρής παρακωλύσεως της ποινικής διαδικασίας, μπορεί να δοθεί συνέχεια στην αίτηση προσωρινής εκδόσεως που έγινε από το αίτουν Συμβαλλόμενο Μέρος.

2. Το προσωρινά εκδοθέν πρόσωπο θα επαναποσταλεί άμέσως μετά το τέλος των διαδικαστικών πράξεων για τις οποίες έξεδόθη, το αργότερο τρεις μήνες υπολογιζόμενους από την ημέρα της προσωρινής εκδόσεως.

Άρθρο 39.

Συρροή αιτήσεων εκδόσεως.

Αν πολλά Κράτη ζητούν την έκδοση του ίδιου προσώπου, το Συμβαλλόμενο Μέρος προς το οποίο απευθύνεται η αίτηση αποφασίζει σε ποιά αίτηση θα δοθεί συνέχεια. Για το σκοπό αυτό, θα λαμβάνει ιδίως υπ' όψιν την ύπηκοότητα του προσώπου του οποίου ζητείται η έκδοση, την φύση της διαπραχθείσας πράξεως και τον τόπο τελέσεως αυτής, καθώς και τις αντίστοιχες ημερομηνίες λήψεως των αιτήσεων.

Άρθρο 40.

Όρια ποινικής διώξεως κατά εκδοθέντος προσώπου.

1. Χωρίς τη συναίνεση του Συμβαλλομένου Μέρους προς το οποίο απευθύνεται η αίτηση, το πρόσωπο που εκδόθηκε δεν μπορεί να διωχθεί ποινικά ούτε να καταδικαστεί για έγκλημα που διαπράχθηκε πριν την έκδοση και που είναι διαφορετικό από εκείνο για το οποίο έχωρησε η έκδοση.

2. Χωρίς τη συναίνεση του Συμβαλλομένου Μέρους προς το οποίο απευθύνεται η αίτηση, το πρόσωπο που εκδόθηκε δεν είναι δυνατό να παραδοθεί σε τρίτο Κράτος.

3. Η συναίνεση του Συμβαλλομένου Μέρους προς το οποίο απευθύνεται η αίτηση δεν είναι απαραίτητη, αν :

α) πρόσωπο που εκδόθηκε δεν εγκατέλειψε το έδαφος του αίτουντος Συμβαλλομένου Μέρους μέσα σ' ένα μήνα από τον τερματισμό της ποινικής διαδικασίας ή την εκτέλεση της ποινής· αυτή η προθεσμία δεν περιλαμβάνει το χρόνο κατά τον οποίο το πρόσωπο που εκδόθηκε δέ μπόρεσε να εγκαταλείψει το έδαφος του αίτουντος Συμβαλλομένου Μέρους για λόγους ανεξάρτητους από τη θέλησή του.

β) το πρόσωπο που εκδόθηκε εγκατέλειψε το έδαφος του αίτουντος Συμβαλλομένου Μέρους αλλά επέστρεψε σ' αυτό οικειοθελώς.

Άρθρο 41.

Παράδοση του εκδομένου προσώπου.

Το Συμβαλλόμενο Μέρος προς το οποίο απευθύνεται η αίτηση πληροφορεί το αίτουν Συμβαλλόμενο Μέρος για τον τόπο και την ημερομηνία της εκδόσεως του προσώπου για το οποίο πρόκειται.

Αν το αίτουν Συμβαλλόμενο Μέρος δεν παραλάβει το πρόσωπο που εκδόθηκε μέσα σε 10 μέρες από την καθορισμένη για την έκδοση ημέρα, το πρόσωπο αυτό μπορεί να απολυθεί.

Με αίτηση ενός των Συμβαλλομένων Μερών, η προθεσμία μπορεί να παραταθεί για 10 ακόμη ημέρες.

Άρθρο 42.

Επανεκδοση.

Εάν το πρόσωπο που εκδόθηκε εκφύγει της ποινικής διαδικασίας ή της εκτελέσεως ποινής και επιστρέψει στο έδαφος του Συμβαλλομένου Μέρους προς το οποίο απευθύνεται η αίτηση, θα επανεκδοθεί κατόπιν νέας αιτήσεως του αίτουντος Συμβαλλομένου Μέρους χωρίς τη διαβίβαση των εγγράφων που προβλέπονται από το άρθρο 32 της παρούσας Συμβάσεως.

Άρθρο 43.

Πληροφόρηση για το αποτέλεσμα της ποινικής διαδικασίας.

Το αίτουν Συμβαλλόμενο Μέρος γνωστοποιεί στο Συμβαλλόμενο Μέρος προς το οποίο απευθύνεται η αίτηση το αποτέλεσμα της ποινικής διαδικασίας κατά του προσώπου που εκδόθηκε. Εάν το πρόσωπο καταδικασθεί, διαβιβάζεται μετά από αίτηση αντίγραφο της αποφάσεως άμέσως μόλις αυτή αποκτήσει ισχύ δεδικασμένου.

Άρθρο 44.

Διέλευση.

1. Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος επιτρέπει μετά από αίτηση του άλλου Συμβαλλομένου Μέρους τη διέλευση από το έδαφός του του προσώπου που εκδόθηκε από ένα τρίτο Κράτος στο Συμβαλλόμενο Μέρος που ζητά την έκδοση. Η αίτηση διελύσεως μπορεί να απορριφθεί για τους λόγους που αναφέρονται στις διατάξεις του άρθρου 31 της παρούσας Συμβάσεως.

2. Η αίτηση διελύσεως πρέπει να υποβληθεί και να εξετασθεί σύμφωνα με τους ίδιους όρους όπως και η αίτηση εκδόσεως.

3. Οι αρχές του Συμβαλλομένου Μέρους προς το οποίο

ἀπευθύνεται ή αίτηση έκταλουν τη διάλυση στο έδαφος τους σύμφωνα με τον τρόπο που θεωρούν καταλληλότερο.

Άρθρο 45.

Έξοδα εκδόσεως και διελεύσεως.

Τα έξοδα της εκδόσεως βαρύνουν το Συμβαλλόμενο Μέρος στο έδαφος του οποίου πραγματοποιήθηκαν. Τα έξοδα διελεύσεως βαρύνουν το αίτούν Συμβαλλόμενο Μέρος.

Άρθρο 46.

Παράδοση αντικειμένων.

1. Τα αντικείμενα, που χρησιμοποιήσαν για τη διάπραξη του εγκλήματος για το οποίο χωρεί έκδοση σύμφωνα με τους όρους της παρούσας Συμβάσεως, καθώς και τα αντικείμενα που απέκτησε από το έγκλημα ή δράστης ή σε περίπτωση διαθέσεως των αντικειμένων αυτών ή αξία τους ή τα αντικείμενα που μπορεί να χρησιμεύουν σαν πειστήρια, παραδίδονται στο αίτούν Συμβαλλόμενο Μέρος ακόμα και στην περίπτωση που ή έκδοση δε μπορεί να λάβει χώρα.

2. Το Συμβαλλόμενο Μέρος προς το οποίο απευθύνεται ή αίτηση μπορεί να αναβάλει προσωρινά την παράδοση των ζητούμενων αντικειμένων εάν τα χρειάζεται προς το σκοπό μιάς άλλης ποινικής διαδικασίας.

3. Τα δικαιώματα τρίτων πάνω στα αντικείμενα που παραδόθηκαν παραμένουν άθικτα. Μετά το τέλος της ποινικής διαδικασίας, το αίτούν Συμβαλλόμενο Μέρος παραδίδει τα αντικείμενα αυτά στο Συμβαλλόμενο Μέρος προς το οποίο απευθύνεται ή αίτηση για να τα παραδώσει στους δικαιούχους. Σε αιτιολογημένες περιπτώσεις και με τη συγκατάθεση του Συμβαλλομένου Μέρους προς το οποίο απευθύνεται ή αίτηση τα αντικείμενα αυτά μπορούν να παραδοθούν απευθείας στους δικαιούχους.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ 3.

Ειδικές διατάξεις σχετικά με τη δικαστική άρση σε ποινικές υποθέσεις.

Άρθρο 47.

Άνακοίνωση των καταδικαστικών αποφάσεων.

1. Τα Συμβαλλόμενα Μέρη ανταλλάσσουν άμοιβαία πληροφορίες για τις αποφάσεις που έχουν ισχύ δεδικασμένου και που εκδόθηκαν κατά την ποινική διαδικασία από τα δικαστήρια ενός των Συμβαλλομένων Μερών έναντι των υπηκόων του άλλου Συμβαλλομένου Μέρους.

2. Μετά από αιτιολογημένη αίτηση, τα Συμβαλλόμενα Μέρη ανταλλάσσουν άμοιβαία πληροφορίες για τις καταδικαστικές αποφάσεις που εκδόθηκαν κατά των προσώπων που δεν είναι υπήκοοι του αίτούντος Συμβαλλομένου Μέρους.

3. Μετά από αίτηση, τα Συμβαλλόμενα Μέρη διαβιβάζουν το ένα στο άλλο τα δακτυλικά αποτυπώματα των προσώπων που αναφέρονται στις παραγράφους 1 και 2 του παρόντος άρθρου.

Άρθρο 48.

Αποσπάσματα ποινικού μητρώου.

Οι έπιλαμβανόμενες των ποινικών μητρώων αρχές των Συμβαλλομένων Μερών αποστέλλουν μετά από αίτηση, στις δικαστικές αρχές του άλλου Συμβαλλομένου Μέρους αποσπάσματα ποινικού μητρώου, σύμφωνα με τη νομοθεσία τους.

ΜΕΡΟΣ ΤΕΤΑΡΤΟ

Τελικές Διατάξεις.

Άρθρο 49.

1. Η παρούσα Σύμβαση θα κυρωθεί. Η ανταλλαγή των εγγράφων επικυρώσεων θα λάβει χώρα στην Αθήνα.

2. Η παρούσα Σύμβαση θα τεθεί σε ισχύ την τριακοστή ημέρα μετά την ανταλλαγή των εγγράφων επικυρώσεως.

Άρθρο 50.

Η παρούσα Σύμβαση συνάπτεται για άοριστο χρονικό διάστημα. Κάθε ένα από τα δύο Συμβαλλόμενα Μέρη μπορεί να την καταγγείλει μέσω της διπλωματικής οδού διά γνωστοποίησεως. Η καταγγελία θα ισχύσει έξι μήνες μετά την ημερομηνία λήψεως της γνωστοποίησεως της από το άλλο Συμβαλλόμενο Μέρος.

Άρθρο 51.

Μετά τη θέση σε ισχύ της παρούσας Συμβάσεως καταργούνται :

α) Σύμβαση μεταξύ της Έλληνικής Δημοκρατίας και της Δημοκρατίας της Τσεχοσλοβακίας σχετικά με την προστασία και την άμοιβαία δικαστική άρση σε υποθέσεις αστικού και έμπορικού δικαίου καθώς και σε κληρονομικές υποθέσεις της 7ης Απριλίου 1927.

β) Σύμβαση μεταξύ της Έλληνικής Δημοκρατίας και της Δημοκρατίας της Τσεχοσλοβακίας σχετικά με την άναγνώριση και την εκτέλεση των δικαστικών αποφάσεων της 7ης Απριλίου 1927.

γ) Σύμβαση εκδόσεως και δικαστικής άρσης σε ποινικές υποθέσεις μεταξύ της Έλληνικής Δημοκρατίας και της Δημοκρατίας της Τσεχοσλοβακίας της 7ης Απριλίου 1927.

Σε πίστωση των ανωτέρω, οι πληρεξούσιοι των δύο Συμβαλλομένων Μερών υπέγραψαν την παρούσα Σύμβαση και έθεσαν τις σφραγίδες τους.

Έγινε στην Αθήνα στις 22 Οκτωβρίου 1980 σε δύο πρωτότυπα αντίτυπα, στη γαλλική γλώσσα.

Για την
Έλληνική
Δημοκρατία

Για τη Σοσιαλιστική
Δημοκρατία της
Τσεχοσλοβακίας

Άρθρο δεύτερο.

Η ισχύς του νόμου αυτού αρχίζει από τη δημοσίευσή του στην Έφημερίδα της Κυβερνήσεως.

Παραγγέλλομαι να δημοσιευθή εις την Έφημερίδα της Κυβερνήσεως το κείμενο του παρόντος και να εκτελεσθή ως νόμος του Κράτους.

Αθήναι, 10 Ιανουαρίου 1983

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Γ. ΚΑΡΑΜΑΝΛΗΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΣΤΕΡΙΚΩΝ

ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ

ΙΩΑΝ. ΧΑΡΑΛΑΜΠΟΠΟΥΛΟΣ ΓΕΩΡΓ. - ΑΛΕΞ. ΜΑΓΚΑΚΗΣ

Θεωρήθηκε και τέθηκε ή Μεγάλη Σφραγίδα του Κράτους.

Αθήναι, 12 Ιανουαρίου 1983

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

ΓΕΩΡΓΙΟΣ - ΑΛΕΞΑΝΔΡΟΣ ΜΑΓΚΑΚΗΣ

